ORGANISATION DE L' UNITE AFRICAINE

COMMISSION SCIENTIFIQUE, TECHNIQUE ET DE LA RECHERCHE (CSTR/OUA)

507.2
CST

RAPPORT D'ACTIVITES

1987 - 1988

Bibliothèque UA/SAFGRAD
01 BP. 1783 Ouagadougou 01
Tél. 30 - 60 - 71/31 - 15 - 98
Burkina Faso

P. M. B. 2359
LAGOS – NIGERIA

3D

TELEX: 22199 TECOAUNG
TEL. 633430, 633289
ISBN: 978.2453.20.8

SD

B LI THEQ E
DU S AD
B.P. 178 Tel 33-33-58
32-27
Ouagadougou
BURKINA FASO

Table des Matières

Page.

Introduction i

Abréviations et Acronymes iii

Activités ..... 1 - 25

Projets et Donateurs 25

Publications 26

Bibliothèque UA/SAFGRAD
01 BP. 1783 Ouagadougou 01
Tél. 30 - 60 - 71/31 - 15 - 98
Burkina Faso

INTRODUCTION

Le présent rapport constitue le résumé des activités de la Commission Scientifique, Technique et de la Recherche de l'Organisation de l'Unité Africaine pour la période de Juin 1988 à Juillet 1989. Il est le premier du genre depuis la célébration du 25ème Anniversaire de l'Organisation en Mai 1988. Un rapport détaillé sur les activités de la Commission est en voie de publication dans une brochure qui sera mise à la disposition du public. Nos activités scientifiques, techniques et de recherche ont principalement porté sur l'agriculture, l'environnement et les sciences de la santé. L'Organisation continue d'appuyer son programme de développement des ressources humaines par des bourses de formation post-universitaire. La coopération avec les Institutions d'Enseignement Supérieur d'accueil constitue une source d'encouragement pour les efforts que notre Organisation déploie dans ce domaine. L'année en cours verra nos activités s'intensifier dans les secteurs de la pêche et de la pédologie. Une équipe d'experts entreprendra une mission ethnobotanique dans des Etats Membres, et les volumes, non encore parus, de la Pharmacopée Africaine seront publiés.

Le développement social et économique de l'Afrique ne connaîtra de progrès sensible qu'avec l'intensification des activités scientifiques, techniques et de recherche. A cet effet, l'Organisation envisage de créer un Centre Africain de Développement des Engrais qui complètera les activités actuelles du continent visant à améliorer l'agriculture africaine.

La Formation de Gestionnaires Agricoles en Afrique (AMTA) à l'intention des directeurs africains en est à sa troisième phase et connait un succès indéniable. 19 pays en ont déjà été bénéficiaires et d'autres encore profiteront des stages subséquents. La recherche agricole sur l'amélioration des variétés et les Systèmes de Production Agricole s'est poursuivie de manière satisfaisante dans les pays du Sahel, tandis que le renforcement des Systèmes Nationaux de Recherche Agricole débutera bientôt, grâce à l'assistance financière externe, en tant que partie intégrante du Projet SAFGRAD.

Dans le domaine des ressources et de la santé animales, la Campagne Panafricaine contre la Peste Bovine (PARC) est en cours d'exécution. Des rapports épidémiologiques périodiques sur les nouveaux foyers des maladies du bétail sont fréquemment adressés aux Etats Membres. En matière de protection végétale, les activités sont orientées vers la lutte contre le striga, tandis que la formation des Techniciens en Protection Végétale se poursuit. La Commission Scientifique, Technique et de la Recherche tient ici à se féliciter du soutien et de l'assistance inestimables et indéfectibles que les donateurs, organismes, organisations et institution de la communauté internationale apportent, dans le but de contribuer à améliorer le niveau de vie des peuples africains.

A. Olufemi Williams
Secrétaire Exécutif

Abréviations et Acronymes

ACCT	:	AGENCE DE COOPERATION CULTURELLE ET TECHNIQUE
ACFD/CADE	:	CENTRE AFRICAIN DE DÉVELOPPEMENT DES ENGRAIS
AMTA	:	FORMATION DES GESTIONNAIRES AGRICOLES EN AFRIQUE
APPER	:	PROGRAMME PRIORITAIRE POUR LE REDRESSEMENT ECONOMIQUE DE L'AFRIQUE
BAD	:	BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT
BIS	:	BUREAU INTERAFRICAIN DES SOLS
CCTA	:	COMMISSION DE COOPÉRATION TECHNIQUE EN AFRIQUE AU SUD DU SAHARA
CIRC/OMS	:	CENTRE INTERNATIONAL DE RECHERCHE SUR LES CANCERS DE L'ORGANISATION MONDIALE DE LA SANTÉ
CPI	:	CONSEIL PHYTOSANITAIRE INTERAFRICAIN
CRDI	:	CENTRE DE RECHERCHE POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
CTA/CEE	:	CENTRE TECHNIQUE DE COOPÉRATION AGRICOLE DE LA COMMUNAUTÉ ECONOMIQUE EUROPÉENNE
CSTR/OUA	:	COMMISSION SCIENTIFIQUE TECHNIQUE ET DE LA RECHERCHE DE L'OUA
FAC	:	FONDS FRANÇAIS D'AIDE ET DE COOPÉRATION
FAO	:	ORGANISATION DES NATIONS-UNIES POUR L'AGRICULTURE ET L'ALIMENTATION
FED	:	FONDS EUROPÉEN DE DÉVELOPPEMENT
FSR	:	RECHERCHE SUR LES SYSTÉMES DE PRODUCTION AGRICOLE
GTZ	:	AGENCE ALLEMANDE POUR LA COOPÉRATION TECHNIQUE
IBAR/BIRA	:	BUREAU INTERAFRICAIN DES RESSOURCES ANIMALES
ICIPE	:	CENTRE INTERNATIONAL POUR LA PHYSIOLOGIE ET L'ECOLOGIE DES INSECTES
IFAD/FIDA	:	FONDS INTERNATIONAL POUR LE DÉVELOPPEMENT AGRICOLE
IFDC	:	CENTRE INTERNATIONAL DE DÉVELOPPEMENT DES ENGRAIS
IITA	:	INSTITUT INTERNATIONAL D'AGRICULTURE TROPICALE
OMVS	:	ORGANISATION DE MISE EN VALEUR DU BASSIN DU FLEUVE SÉNÉGAL
ONUDI	:	ORGANISATION DES NATIONS-UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL
OPEP	:	ORGANISATION DES PAYS ET ETATS PRODUCTEURS DE PETROLE
OUA	:	ORGANISATION DE L'UNITÉ AFRICAINE
PNUD	:	PROGRAMME DES NATIONS-UNIES POUR LE DÉVELOPPEMENT
PNUE	:	PROGRAMME DES NATIONS-UNIES POUR L'ENVIRONNEMENT
SAFGRAD	:	RECHERCHE ET DÉVELOPPEMENT DE CULTURES VIVIÈRES EN ZONES SEMI-ARIDES D'AFRIQUE
USAID	:	AGENCE DES ETATS-UNIS POUR LE DÉVELOPPEMENT INTERNATIONAL
ZEAZE	:	ZONES D'ETUDES SOCIO-ECONOMIQUES

ACTIVITES PREMIERE PARTIE : JUIN 1988 - MARS 1989

1. La CSTR/OUA de Lagos continue de supperviser les bureaux sous-régionaux, notamment l'IBAR à Nairobi, le CPI à Yaoundé et le Projet SAFGRAD au Burkina Faso. La Commission Scientifique, Technique et de la Recherche de Lagos entreprend également des activités dans les domaines de l'agriculture, la pédologie, la médecine traditionnelle, la pharmacopée, les sciences de la santé, la virologie et l'environnement. Le Bureau a intensifié sa collaboration avec les organisations internationales dans les domaines de l'agriculture et de la santé et l'impact des activités se fait ressentir dans les Etats Membres. Le soutien indéfectible que les donateurs et organisations apportent aux bureaux scientifiques de l'OUA est une preuve tangible de la reconnaissance internationale dont ces bureaux jouissent actuellement.

2. Les activités dans le domaine des Plantes Médicinales (P.C.27) sont particulièrement axées sur l'assistance accordée en matière de formation et de recherche sur les plantes médicinales et la médecine traditionnelle en Afrique. Dans le cadre de ce projet, deux Centres de Recherche sur les Plantes Médicinales, l'un à l'Université d'Ifé (Nigéria) et l'autre à l'Université du Caire (Egypte) ont été sélectionnés comme Centres Pilotes de la CSTR/OUA. Ces Centres reçoivent des subventions annuelles l'OUA pour la recherche et accueillent des étudiants de troisième cycle pour la formation donnant droit aux diplômes de Maîtrise et de Doctorat en Pharmacognosie. Les activités des centres feront partie d'un film documentaire en préparation à la CSTR/OUA.
A titre complémentaire au projet sur la médecine traditionnelle, deux volumes de la Pharmacopée Africaine ont été publiés et sont actuellement disponibles pour le public.

- le Volume I traite des monographies de 105 Plantes Médicinales Africaines les plus connues et les plus couramment utilisées. Il est déjà publié en Anglais et Français (ISBN 978-2453-02-01) ; la version arabe vient juste de paraître.

- le Volume II traite des "Méthodes Générales d'Analyses" particulièrement adaptées à l'environnement tropical. La version anglaise est déjà disponible (ISBN 978-2453-08-0) tandis que la version français est sous presse.

..... 2

3. Le 4ème Symposium Interafricain de la CSTR/OUA sur les Plantes Médicinales et la Médecine Traditionnelle Africaines s'est tenu du 18 au 22 Juillet 1988 au Centre des Conférences d'Abuja la nouvelle et coquette capitale de la République Fédérale du Nigéria.

Le symposium a eu pour thème "la Médecine Traditionnelle et son Rôle dans les Prestations de Soins de Santé Primaires".

51 participants représentant 18 pays y ont pris part. Les pays représentés sont :

Angola	Ghana	Sénégal
Bénin	Guinée	Tchad
Botswana	Mali	Togo
Cameroun	Malawi	Tanzanie
Egypte	Niger	Somalie
Ethiopie	Nigéria	Zimbabwé

Les représentants de l'Organisation des Nations Unies pour le Développement Industriel (ONUDI) et de l'Organisation Mondiale de la Santé, Région Afrique, ont pris une part active aux travaux du symposium.

Les communications qui ont été présentées ont suscité un vif interêt chez les participants. Des débats qui ont suivi, il ressort ce qui suit :

i) la nécessité d'encourager l'enseignement de la Pharmacopée Africaine dans les universités africaines ;

ii) l'importance de promouvoir les activités des tradi-praticiens sans pour autant les incorporer dans celles des institutions de type moderne ;

iii) la nécessité d'accroître la coopération internationale en vue d'une coordination et d'un développement national meilleurs.

Le symposium a déploré la prolifération des programmes et a indiqué que les gouvernements africains et toutes les organisations associées à la promotion et au développement de la médecine traditionnelle et des plantes médicinales africaines devraient conjuguer leurs efforts et moyens afin d'élaborer des programmes de recherche et de développement conjoints dans lesquels chaque partie concernée développerait des secteurs spécifiques pour éviter le double emploi.

..... 3

Parmi les nombreuses recommandations adoptées, les plus importantes sont les suivantes :

- Que l'OUA et l'OMS préparent conjointement la convocation d'une réunion de consultation à laquelle participeraient tous les organismes intéressés en vue de mettre sur pied un mécanisme de coordination et de coopération.

- Que la médecine traditionnelle et la pharmacopée africaines soient introduites dans le programme des Ecoles de Médecine et de Pharmacie, de même que dans les pratiques médicales en Afrique.

- Que les Ministères Africains de la Santé veillent à ce que les informations utiles concernant la Pharmacopée Africaine parviennent aux Associations Médicales des pays africains.

- Que les gouvernements africains demandent, par l'intermédiaire de la CSTR/OUA, à l'ONUDI de créer sur le Continent des centres de promotion et de développement de la production industrielles des drogues dérivées des plantes médicinales.

- Que tous les gouvernements africains prennent des décisions devant aboutir, en soins de santé humaine, à l'utilisation des drogues dérivées des plantes et reconnues efficaces et non toxiques.

- Qu'il soit convoqué dans les meilleurs delais, sous les auspices de l'OUA et l'OMS, une réunion de consultation à laquelle participeraient toutes les organisations compétentes dans le but de mettre sur pied un système permanent de consultation et de suivi dont les objectifs seraient, après l'évaluation des besoins et l'identification des ressources disponibles, de planifier et de veiller à l'exécution d'un projet conjoint de recherche, de formation et de développement dans le domaine de la Médecine Traditionnelle et la Pharmacopée Africaines, projet similaire à celui en cours d'élaboration par la CSTR/OUA-ONUDI et concernant la production de drogues.

Le symposium a félicité les scientifiques africains pour les efforts qu'ils ont déployés dans le domaine de la recherche sur les plantes médicinales et recommande les résultats obtenus jusqu'ici pour leur application dans la prestation des soins de santé primaires.

Le symposium invite tous les scientifiques à contribuer positivement à l'amélioration des volumes de la pharmacopée déjà publiés et à fournir des informations à inclure dans les prochaines publications.

..... 4

Le symposium a félicité l'ACCT pour ses enquêtes ethno-botaniques dans plusieurs pays francophones d'Afrique ; il a demandé à la CSTR/OUA d'entreprendre des études du même genre dans d'autres pays non membres de l'ACCT en vue de constituer une banque de données sur les plantes médicinales et la pharmacopée traditionnelle.

4. Une cérémonie spéciale de lancement de la Première Pharmacopée Africaine a eu lieu en marge du symposium. La cérémonie a été présidée par le Professeur Olikoye RANSOME-KUTI, Ministre de la Santé de la République Fédérale du Nigéria, qui s'est félicité des réalisations de grande portée menées par le Comité et le Secrétariat Exécutif de la CSTR/OUA.

5. Le Project SAFGRAD est financé conjointement par l'USAID, le Fonds d'Aide et de Coopération (FAC) de la France, le FIDA et l'OUA. Ses activités se poursuivent dans le domaine de la recherche et de l'amélioration des variétés de cultures à haut rendement, à cycle court et résistantes à la sècheresse. Les variétés céréalières concernées sont le maïs, le niébé, le mil et le sorgho. Ce projet est exécuté grâce à la coopération de l'IITA et de l'ICRISAT qui sont deux centres internationaux de recherche agricole traitant des cultures cibles. L'USAID vient d'approuver le financement de la Phase II du Projet SAFGRAD et l'accord de financement d'un montant de 639.000 $EU a été récemment signé à Ouagadougou au siège du Projet.

La recherche sur les Systèmes de Production Agricole, dans les Etats Membres de SAFGRAD s'est raffermie et a évolué en un réseau similaire à celui des céréales. Tandis que la Recherche sur les Systèmes de Production Agricole est financée par le FIDA au Burkina Faso, en République du Bénin et au Cameroun, le réseau de Recherche sur les Systèmes de Production Agricole en Afrique de l'Ouest (RESPAO) est, quant à lui, financé par le CRDI (Centre pour le Recherche et le Développement International) du Canada. Un Coordonnateur International a été nommé pour le Réseau du RESPAO qui a déjà pris fonctions. Grâce aux activités de Recherche sur les Systèmes de Production Agricole, le transfert de la technologie aux petits exploitants peut, à présent, s'effectuer progressivement avec de grands espoirs de succès dans les Etat Membres. Le Projet SAFGRAD et ses réseaux couvrent actuellement 26 Etats Membres et servent d'exemple de coopération technique entre les pays en développement en Afrique, en matière d'Agriculture et d'Elevage.

..... 5

Une équipe d'évaluation désignée par l'USAID, le principal donateur du Projet, a effectué une visite sur le terrain en vue d'inspecter les facilités, et d'évaluer les réalisations, du Projet au Burkina Faso.

L'équipe a eu plusieurs séances de travail avec le Coordonnateur International du SAFGRAD ainsi qu'avec un représentant du Secrétariat Exécutif de la CSTR/OUA. Les entretiens ont porté sur les questions suivantes :

- les réalisations du Bureau de Coordination
- l'avenir du Projet
- l'avenir du Bureau de Coordination

En ce qui concerne l'avenir du Bureau de coordination, l'Equipe d'Evaluation a jugé nécessaire de le renforcer en vue de parvenir à des mesures de suivi et à une coordination satisfaisante du Projet. Il en résulte le recrutement d'un Administrateur (pour assister le Coordonnateur International en matière de questions administratives), d'un Documentaliste qualifié et d'un Agro-économiste.

6. Un nouveau Centre de Lutte Biologique vient d'être créé. Le Centre basé en République du Bénin aura l'immense tâche de lutter contre les insectes nuisibles en Afrique. Il est une émanation du projet PPLB (Projet Panafricain de Lutte Biologique Contre les Ravageurs du Manioc) parrainé par la CSTR/OUA. Ce Centre est financé par des donateurs.

La CSTR/OUA a été dûment representée à l'ouverture du Centre. Le Centre constitue vraisemblablement un pas dans la bonne direction et l'on peut espérer qu'il formera des africains qui répondront aux besoins des Etats Membres et qu'il collaborera avec des centres africains de recherche compétents dans la réalisation de ses objectifs.

L'un des objectifs du Centre consistera à élaborer des Programmes Nationaux de Lutte Biologiques (PNLB) à part entière dans les pays en quête d'une assistance.

Pour l'avenir, le PPLB identifie les insectes nuisibles des cultures africaines les plus appropriés pour une lutte biologique, afin d'opérer une réorientation méthodique de l'accent mis sur les cochenilles et les acariens du manioc en voie de disparition. Ce programme est planifié de manière à inclure éventuellement la lutte biologique contre les mauvaises herbes et les insectes des autres cultures africaines, l'utilisation des insecticides naturels extraits des plantes cultivées

..... 6

au niveau local, l'utilisation de microorganismes et les récents résultats de la recherche en biotechnologie. Un réseau de communication à établir entre le siège du PPLB et celui des PNLB permettra la publication d'un bulletin contenant des informations récentes et assurera une capacité d'intervention en cas d'urgence dans les Etats Membres de l'OUA.

Des stages de courtes durées à l'IITA ont contribué, d'une manière substantielle, à satisfaire les besoins immédiats des programmes nationaux en personnel capable de mener des activités sur le terrain. Les stages ont permis la formation d'éminentes personalités provenant de la plupart des pays cibles dans le domaine de la lutte biologique et de la lutte intégrée contre les insectes. Ils ont également permis d'acquérir une expérience inestimable dans l'amélioration des méthodes de formation et dans le développement des matériels adéquats d'enseignement.

En Afrique Australe et de l'Est, le personnel des pays suivants a reçu une formation en techniques de lutte biologique :

Pays	Nombre
Kenya	3
Malawi	2
Mozambique	2
Rwanda	2
Tanzanie	2
Ouganda	5
Zambie	5
Total	21

Sept spécialistes qualifiés s'occupent en ce moment du manioc ; neuf autres y ont contribué pour un certain temps après leur formation, y compris quatre étudiants actuellement en formation de niveau supérieur en lutte biologique ; les autres sont en fonction dans les services des programmes nationaux.

La production du manioc a sensiblement augmenté dans les Etats Membres à la suite de l'introduction de la lutte biologique contre les insectes. Il est à espérer qu'outre la lutte biologique, des variétés résistantes du tubercule (manioc) seront améliorées et produites. Le CSTR/OUA et le CPI/OUA sont membres des comités (Groupe de Parrainage et Comité Permanent) chargés du projet; ils coordonnent leurs activités grâce à des réunions techniques.

.....7

7. Sept Etats Membres, notamment le Niger, le Nigéria, le Liberia, le Zaïre, le Soudan, le Zimbabwe et l'Ouganda ont signé la Convention portant création du Centre Africain de Développement des Engrais (CADE) Le Centre International de Développement des Engrais (IFDC) a été désigné comme Agence d'Exécution pour la création du Centre. Le Conseil d'Administration du CADE s'est réuni à Harare. Le Gouvernement hôte (Zimbabwe) a signé l'Accord de Siège avec l'Organisation de l'Unité Africaine (OUA) et a nommé un expert qui siègera au Conseil d'Administration du Centre conformément aux dispositions de la Convention.

La Convention entrera en vigueur dès qu'elle sera ratifiée par, au moins, six Etats Membres et que les instruments de ratification seront déposés au Secrétariat Général de l'OUA. Des démarches préliminaires sont en cours pour la création du Centre en collaboration avec la CSTR/OUA.

Un certain nombre d'organisations internationales, notamment le FIDA, l'OPEP, la Banque Mondiale, ainsi que certains pays donateurs, ont exprimé le désir d'apporter leur soutien au Centre. La création de ce Centre est conforme à la Résolution N° CM/Res.840 (XXXVI) de 1981 du Conseil des Ministres de l'OUA. Lorsque ce Centre sera crée et deviendra opérationnel, il contribuera énormement en intrants dans le secteur agricole des Etats Membres.

Les représentants du Zaïre, du Niger, du Zimbabwe, de la Libye, du Soudan ont été nommés pour siéger au Conseil d'Administration du Centre sur la base de la représentation géographique de l'Organisation. Le Zimbabwe, le pays hôte, a réservé un site convenable à Harare pour abriter le Centre. Le Secrétaire Exécutif de la CSTR/OUA a été nommé Président du Conseil d'Administration du Centre. Il veillera à l'exécution de ce projet en collaboration avec le agences et organisations internationales ainsi qu'avec les pays donateurs et l'Agent d'Exécution.

L'accord entre le CADE et l'IFDC a été examiné avec grand soin avant que le Conseil d'Administration n'en adopte toutes les clauses importantes. Toutefois, quelques domaines ont nécessité d'amples clarifications. Ce sont : le fonds de fonctionnement à verser à l'IFDC, et

..... 8

le point de vue de l'IFDC selon lequel le CADE devait être "une entité jurisdique indépendante". Le Conseil d'Administration a estimé que le fonds de fonctionnement devrait faire l'objet d'une négociation ultérieure et le Président du Conseil n'a pas accepté le fait que l'IFDC qui est un Agent insiste pour que le Centre soit "indépendant de son parrain" qui est l'OUA. Ce point de vue est contradictoire à l'esprit du Centre.

Il était bien évident que toutes les parties avaient fait preuve de bonnes intentions d'exécuter le projet ; neanmoins, il était également clair qu'il existait quelques problèmes que l'Agent d'Exécution voulait clarifier et résoudre. L'un des problèmes concernait l'octroi de privilèges et immunités au personnel du Centre tel que prévu dans la Convention. Le Gouvernement du Zimbabwe a confirmé par écrit que ces privilèges et immunités seront accordés au personnel bona fide du CADE. L'autre requête du IFDC avait trait à la quote part des fonds que le Gouvernement du Zimbabwe devra débourser à l'Agent d'Exécution. Le Président du Conseil d'Administration du CADE a adressé une lettre au Gouvernement du Zimbabwe lui demandant de débloquer les fonds à l'IFDC au moment apportun pour permettre l'exécution du projet. Le Vice-Président du Conseil qui réside au Zambabwe aidera l'Agent d'Exécution pour le démarrage du Centre.

Il convient de rappeler que l'Agenced'Exécution a, sur sa propre initiative, organisé en Février 1987 à Bonn une réunion relative au Centre du Togo à laquelle le Secrétaire Exécutif était invité.

Il a été convenu au cours de la réunion que le GTZ de RFA et le FIDA entreprennent une mission d'évaluation dans le cadre du Centre Africain de Développement des Engrais au Zimbabwe. Cette mission d'évaluation, qui débutera très prochainement, sera financée par le FIDA et le gouvernement allemand. Le rapport de cette mission d'évaluation servira de base pour la requête de soutien financier en faveur du CADE. Il importe de souligner que le CADE ne peut pas commencer ses activités techniques et de recherche sans le rapport de cette mission et qu'il ne peut également pas être assuré d'un financement soutenu sans un programme de budget basé sur le rapport de cette mission.

Un budget provisoire n'excédant pas 400.000 $EU a été approuvé pour la première année de fonctionnement du Centre. Ce budget doit être considéré comme préliminaire et des efforts devraient être déployés en vue de collecter des fonds auprès de la communité internationale de

..... 9

donateurs, auprès de la Banque Mondiale et d'autres organismes. La prochaine réunion du Conseil d'Administration aura lieu dès que le rapport de la Mission d'Evaluation sera disponible.

8. Le Secrétaire Exécutif a été autorisé a entreprendre et a entrepris une mission officielle au Fonds de l'OPEP à Vienne du 2 au 4 Août 1988 en vue de s'entretenir avec le Directeur Général de l'institution, dans le cadre du soutien financier à apporter pour la création du Centre Africain de Développement des Engrais.

Après un long débat, tous les participants à la réunion ont convenu de débloquer une somme de 50.000 $EU pour le démarrage des activités du Centre et d'envisager le déboursement de 450.000 $EU à une date ultérieure pour la construction et l'équipement du Centre au cours de la phase initiale. Le Directeur Général et tout son personnel ont manifesté de la sympathie pour l'OUA dans sa recherche des voies et moyens pour la matérialisation de ce projet de développement vital, en élaboration depuis six ans. Le propositions suivantes ont été formulées :

a) Un budget de démarrage de 50.000 $EU a été proposé et adopté. Le Fonds de l'OPEP a été autorisé à envoyer ce prêt à l'Agence d'Exécution du CADE, l'IFDC à Alabama, USA .

b) Une somme de 250.000 $EU devra être débloquée à titre de contribution pour la construction du bâtiment devant abriter l'administration et qui sera baptisé "Building OPEC" et que l'Administration du Centre occupera le plus tôt possible. Ce building marquera également la présence d'un Centre parrainé par l'OUA au Zimbabwe.

c) Il a également été proposé qu'une somme de 200.000 $EU soit débloquée pour acheter de l'équipement pour le Centre. Après des discussions approfondies, un accord à été conclu pour entériner les trois propositions. Le Fonds de l'OPEP a, quant à lui, énoncé la procédure à suivre dans l'utilisation de son prêt et a indiqué que les règles régissant ses fonds devraient être strictement observées. L'IFDC, l'Agence d'Exécution à Alabama, sera chargé de la réalisation du projet et de la gestion des fonds. Les copies de toutes les correspondances ont été envoyées à l'IFDC.

..... 10

9. En 1984, le FIDA, en collaboration avec la BAD, a inauguré un Programme de Formation à la Gestion Agricole (AMTA) destiné à aider les pays africains à accroître l'effectif de leur personnel de gestion qualifié du secteur agricole et à améliorer la gestion des projets agricoles financés par le FIDA, la Banque Africaine de Développement (BAD) et la Banque Mondiale. L'ensemble du programme était réparti en quatre sous-programmes de 18 mois dont chacun devrait couvrir environ six pays et 18 projets. Ce projet devait regrouper environ 550 directeurs, administrateurs principaux de projet et former des spécialistes, formateurs et dirigeants nationaux. Le projet est exécuté grâce à une coopération institutionnelle entre le FIDA, la Banque Mondiale, la BAD et la Commission Scientifique, Technique et de la Recherche de l'Organisation de l'Unité Africaine (CSTR/OUA).

AMTA représente une approache globale de formation qui répond aux besoins d'amélioration de la guestion des projets de développement dans le secteur agricole en Afrique. Il a été conçu pour les problèmes et contraintes spécifiques auxquels sont confrontés les programmes de formation à la gestion existants. Le concept de AMTA tient compte du fait que la capacité de gestion ne concerne pas seulement les capacités personnelles, mais dépend d'une interaction efficace au sein des projets et entre les projets et leur environnement.

Le programme AMTA vise les objectifs suivants :

- concevoir des programmes d'études, des matériels de formation et une approche qui pourraient être efficacement appliqués par les autres institutions en Afrique pour la formation de cadres de gestion dans le secteur agricole.
- promouvoir le développement des ressources humaines en accroissant l'effectif des directeurs qualifiés dans le secteur agricole, et tenter de retenir une plus grande proportion de ces directeurs, dans le secteur agricole, que par le passé.
- renforcer la capacité des institutions nationales et régionales de formation d'organiser, de préparer et de dispenser des stages de courtes durées sur l'administration et la gestion des projets agricoles ;

..... 11

- aider les pays au niveau de la phase d'exécution, en améliorant les techniques administratives et de gestion des administrateurs de projet, en particulier ceux travaillant dans des projets agricoles FIDA/Banque Mondiale/ BAD en cours ; les directeurs des Ministères et organismes du secteur agricole pourraient également y participer.

- rehausser la prise de conscience des hauts cadres du gouvernement sur les questions de politique et de procédures dans l'environnement de l'administration publique où ces projets agricoles sont exécutés.

AMTA a été jusqu'ici exécuté dans 13 pays africains par le truchement de deux sous-programmes.

Le premier sous-programme (AMTA I) a couvert 18 projets dans six pays anglophones an Afrique Australe (Botswana, Lesotho, Malawi, Swaziland, Zambie et Zimbabwé).

Le second sous-programme a également couvert 18 projets mais dans six pays francophones et un pays lusophone (Burkina-Faso, République Centrafricaine, Mali, Mauritanie, Nigér, Sénégal et Cape-Vert).

Une étude préliminaire a été entreprise en 1986 dans le but d'évaluer à quel degré les objectifs du programme ont été atteints et d'identifier les voies et moyens pour y apporter des améliorations. Les résultats de l'étude ont suffisamment prouvé l'efficacité de AMTA et la justesse de son approcheaxée sur la pratique et le travail en équipe. Le rapport de l'étude a indiqué que AMTA est bien accepté par les stagiaires et les autorités gouvernementales des pays participants. Environ 210 stagiaires ont participé aux activités des deux premiers sous-programmes et ont reçu des attestations de fin d'études.

Le troisième sous-programmes (AMTA III) a démarré et couvre six/ sept pays anglohones en Afrique de l'Est et de l'Ouest (Ethiopie, Ghana, Gambie, Kenya, Sierra Leone, Tanzanie et Ouganda). Comme les deux preiers sous-programmes, AMTA III sera exécuté pour une période de 18 mois ; il englobe un nombre d'activités nationales et régionales y compris les séminaires résidentiels, les ateliers de constitution d'équipes et les mesures de suivi sur le site du projet. AMTA III est conçu pour former un total de 167 participants.

Le programme de formation de AMTA s'avère être d'une grande valeur pour le secteur agricole dans la Région Africaine

..... 12

10. Le Secrétariat Exécutif de la CSTR/OUA a participé à des séminaires et réunions scientifiques sur l'environnement et se prépare activement à participer à d'autres.

Sur invitation du Directeur Exécutif du Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE), la CSTR/OUA a participé à la Cinquième Réunion du Comité Permanent sur l'Environnement Marin en Afrique de l'Ouest et du Centre (Convention d'Abidjan). L'importance que l'OUA accorde aux questions relatives à l'environnement marin est logique étant donné la position géographique du continent. L'Afrique est entourée par des Océans et la pollution résultant des activités marines et des déchets des villes côtières constituent une grande préoccupation. La réunion avait pour but d'examiner les mesures prises dans le cadre de la mise en oeuvre du Plan d'Action d'Abidjan depuis la dernière réunion tenue en 1985. Les points examinés au cours de cette réunion comprenaient entre autres :

- la situation de la ratification de la Convention et son protocol.
- l'état des contributions au fonds special institué dans le cadre du soutien à apporter au Plan d'Action.
- les arrangements institutionnels visant à appuyer le Plan d'Action et la Convention.
- l'adoption d'un programme et d'un budget pour l'exercice biennal 1988/89.

Outre l'intérêt général quelle a manifesté, la délégation de la CSTR/OUA a proposé un projet pilote régional pour la lutte contre l'érosion côtière dans le cadre de WACAF/3. Elle a rendu compte de la requête de l'OUA auprès de la Hollande et de la France concernant le financement du projet. Plusieurs délégations ont intérvenu pour appuyer l'initiative de l'OUA.

La réunion a alors voté une somme de 300.000 $EU pour le projet et a adopté une résolution spéciale visant à faciliter les négociations de l'OUA avec les donateurs potentiels.

..... 13

L'Union Internationale des Instituts de Recherches Forestières (IUFRO) a adressé au Secrétariat Exécutif une correspondance relative à la coopération possible entre la CSTR/OUA et l'IUFRO en matière de coordination de la recherche sur les forêts tropicales en Afrique et a souhaité connaître de la position de notre Organisation.

En réponse à cette requête le Secrétariat Exécutif a adressé à l'IUFRO un dossier complet relatif à la dernière réunion des experts et consultants de l'OUA sur les Forêts Tropicales qui s'est tenue du 21 au 23 Mars 1986 à Abidjan (République de Côte d'Ivoire) et a suggéré à l'IUFRO d'organiser une session de travail sur la question, afin d'examiner en commun, les modalités de relance du projet de création d'un bureau interafricain de coordination de la Recherche sur les Forêts Tropicales conformément à la résolution CM/Res. 592 (XXIX) de Libreville, Juillet 1977.

Il est à espérer que l'IUFRO pourrait réagir dans les meilleurs délais à cette suggestion et qu'une réunion de travail, soit au siège de l'OUA/CSTR à Lagos, soit au siège de l'ICRAF à Nairobi, permettra à l'OUA, à l'IUFRO, au PNUE et à la FAO de faire avancer ce dossier sur les Forêts tropicales.

11. Le Secrétariat Exécutif de la CSTR/OUA a mené d'importantes activités dans le domaine d'attribution de sa Division de l'Agriculture, de l'Océanographie et des pêches maritimes. Les plus importantes ont porté sur :

- l'évaluation du projet SAFGRAD et son programme de poursuite,
- l'évaluation du projet sur les pêches,
- et surtout, la tenue de la 3ème session du Conseil des Pédologues africains et la publication des volumes 20 et 21 de la revue "Sols Africains".

Dans le domaine de l'Agriculture, le Secrétariat Exécutif a supervisé - les réunions des Comités Directeurs des Réseaux de Recherche sur les maïs et le niébé, - la Réunion du Conseil d'Administration du Projet SAFGRAD. Il a aussi contribué à la mise en place du Réseau de Recherches sur les Systèmes de Production Agricole, volet du SAFGRAD, financé par le CRDI. Le Secrétariat EXécutif a aussi pris part aux travaux des mission d'évaluation USAID et FIDA du projet SAFGRAD.

..... 14

12. Dans le domaine des activités liées à la Science des Sols, outre la parution de deux volumes de la Revue "Sols Africains", le Secrétariat Exécutif de la CSTR a organisé la 3ème Réunion du Conseil des Pédologues Africains à Ibadan (Nigéria). La réunion avait pour objectifs :

a) La redéfinition, à la lumière des contraintes matérielles, financières et humaines de la CSTR, des activités et actions pouvant être menées par le Bureau de Lagos dans le domaine de la Science des Sols suite à la fermeture du Bureau Interafricain du Sols de Bangui.

b) L'échange d'informations et d'expérience entre pédologues de différentes régions du Continent.

A l'issue de ses travaux, le Conseil a adopté un certain nombre de recommandations parmi lesquelles les plus importantes à l'adresse de l'OUA sont :

- Tout mettre en oeuvre pour assurer la parution et la diffusion régulières de la revue "Sols Africains" qui est le principal organe d'information des pédologues africains. A cet effet, elle devra mettre à la disposition de la CSTR les ressources financières et humaines requises ;

- Maintenir des contacts réguliers entre la CSTR et les instituts nationaux de Recherche Agronomique des Etats Membres, de même qu'avec les Institutions traitant de sujets similaires.

- Arrêter une périodicité régulière de 2 ans pour la convocation des assises du Conseil des Pédologues Africains.

- Enfin, le Conseil a proposé la mise en place d'un sous-comité chargé de l'élaboration d'un projet régional de lutte contre l'érosion et la dégradation des sols dont le financement sera recherché par l'OUA auprès des donateurs internationaux.

13. Dans le domaine des activités liées à l'Océanographie et à la pêche maritime, le Secrétariat Exécutif a élaboré un programme d'action qui devra s'étaler sur 3 ans ayant pour objectif, l'exploitation de la possibilité de contribution sensible de ce sous-secteur à la l'auto-suffisance alimentaire en protéines alimentaires en Afrique.

..... 15

14. Le Secrétariat de la CSTR/OUA a entrepris plusieurs missions destinées à rechercher des fonds pour certains des projets vitaux de l'OUA placés sous sa supervision, notamment SAFGRAD et CADE.

La CSTR/OUA a participé à la réunion annuelle du Groupe Consultatif sur la Recherche Agricole Internationale (CGIAR) tenue à la Banque Mondiale à Washington. La réunion avait pour objet d'évaluer le progrés réalisé en matière de recherche agricole au niveau mondial et de rechercher des fonds pour la pursuite des activités. Les membres du CGIAR accordent une assistance financière substantielle à 13 Centres Internationaux de Recherche Agricole dont certains sont basés en Afrique, notamment l'IITA, l'ILCA, ILRAD, l'ICRISAT et L'ADRAO.

La CSTR/OUA continue d'appuyer son projet conjoint SAFGRAD (PC.31) dans ses activités de recherche agricole dans 26 Etats Membres. Dans ce cadre, elle a collaboré avec la plupart des Centres Internationaux de Recherche Agricole, en particulier ceux opérant en Afrique. Les principaux donateurs de SAFGRAD sont : l'USAID, le FIDA, le CRDI et le FAC du gouvernement français. L'OUA apporte aussi son soutien financier au Bureau de Coordination ; mais les scientifiques africains chargés de la recherche dans les Etats Membres sont entièrement pris en charge par les donateurs.

Etant donné que les donateurs ont leur dernier mot à dire sur le processus de mise en oeuvre ou les activités de Recherche en Afrique, la tendance actuelle serait que les Systèmes Nationaux de Recherche Agricole soient renforcés et soutenus par les donateurs (FIDA) plutôt que des scientifiques Africains chargés de la Recherche. La CSTR/OUA estime que les deux activités se complètent, en particulier lorsque l'on considère que plusieurs Etats Membres ne disposent pas de scientifiques compétents chargés de la Recherche Agricole pour leurs Systèmes Nationaux de Recherche Agricole. Il serait très regrettable si ce projet devrait se désintégrer. Les conclusions suivantes ont été tirées au terme de la réunion :

a) Que l'OUA devra continuer à prendre en charge certains membres du personnel au Bureau de Coordination (actuellement l'OUA prend en charge 8 membres du personnel).

..... 16

b) Que l'USAID continue de prendre en charge le Coordonnateur International, le Comptable et certains fonctionnaires localement recrutés en attendant le rapport d'évaluation de l'USAID.

c) Que la CSTR/OUA saisisse le Directeur de l'USAID afin qu'il envisage la possibilité de prendre en charge le Directeur de Recherche.

d) Que la CSTR/OUA rencontre les représentants du FIDA à Rome pour examiner les logistiques de la proposition du FIDA, visant à acheminer son futur soutien à la Recherche sur les Systèmes d'Exploitation Agricole, par le truchement du Réseau Africain de Recherche sur les Systèmes de Production Agricole (actuellement appuyé par le CRDI).

e) Que tout soit mis en oeuvre pour que le CRDI continue d'apporter son soutien au Réseau Africain de Recherche sur les Systèmes de Production Agricole en Afrique de l'Ouest.

Afin que SAFGRAD soit rentable aux Etats Membres, il lui faut un financement annuel de l'ordre de 3 million dollars des Etats Unis, une somme que l'OUA ne peut pas fournir. Au cours de la réunion, la Banque Mondiale a toutefois annoncé que 2,2 millions de dollars des Etats Unis à titre de prêt et 2 millions de dollars des Etats Unis à titre de fonds de liaison pourront être versés à SAFGRAD. L'absence des représentants de la CSTR/OUA a été l'objet d'une vive préoccupation au cours des réunions où le financement des projets de recherche a été examiné ; il a été en outre souligné que le niveau du soutien financier aux projets africains était largement inférieur au soutien accordé aux autres pays du tiers-monde. Il importe que l'OUA prenne une décision sur la manière de résoudre le problème de financement adéquat de ses projets, en particulier ceux qui ont été approuvés par le Conseil des Ministres et la Conférence des Chefs d'Etat et de Gouvernement.

..... 17

Une réunion est proposée qui regroupera à Addis Abéba en J u i n 1989 le Secrétaire Général de l'OUA et, d'une part les hauts cadres de l'OUA y compris ceux de la CSTR/OUA, et d'autre part les principaux donateurs et les représentants des Centres Internatinaux de Recherche Agricole. Tous les donateurs et représentants des centres ayant signé des accords avec les projets de l'OUA seront invités à cette réunion.

15. Le Secrétariat Exécutif de la CSTR/OUA a participé à la réunion du Programme Spécial pour la Recherche Agricole Africaine (SPAAR) tenue du 14 au 18 Mars 1988 à Berlin. Les participants ont accepté d'examiner le financement du CADE . La réunion a vu la participation massive de plusieurs donateurs potentiels, y compris le FIDA, l'OPEP, l'USAID, la Grande Bretagne, le Etats de la CEE, la FAO, etc. L'un des objectifs de la réunion était de reconcilier le rôle du Centre Africain du IFDC au Togo et le Centre Africain de Développement des Engrais proposé au Zimbabwe. Il semblerait qu'il y a chevauchement d'efforts sur le continent dû au fait que l'OUA a été très lente dans la mise en oeuvre de sa convention portant création du Centre du Zimbabwe. Tous les efforts visant à persuader l'IFDC à faire montre de patience ayant échoué, cet organisme a décidé de créer le Centre du Togo qui deviendra, à la longue, un centre régional du CADE. En effet il y a doute que le Centre du Togo puisse satisfaire tous les besoins de l'Afrique à partir de son siège actuel. Dans ces conditions il est exact d'implanter au Zimbabwe le siège du CADE qui sera au service des 5 régions du continent. Fort de cette conviction, le Secrétaire Exécutif continue de s'employer à persuader les donateurs internationaux de l'urgence de soutenir le Centre africain. Il importe de rappeller que ce projet a été financé par le passé par le FIDA et le Fonds de l'OPEP et que le gouvernement du pays hôte a accepté d'apporter une contribution d'environ 3 millions de dollars des Etats Unis.
Bien que certains donateurs aient déjà accordé leur soutien financier au Centre du Togo, ce geste peut être considérer comme leur contributions à la recherche sur le développement des engrais sur le continent ; et on espère que ces contributions s'étendront aux autres régions d'Afrique par le biais du CADE. Le forum a été une occasion pour

..... 18

examiner ce projet vital et sensibiliser les donateurs internationaux sur la nécessité de développer les engrais pour l'agriculture africaine.

16. Outre l'élément, "Formation" de chacun des projets conjoints placés sous la supervision de la CSTR ainsi que les programmes de formation de AMTA et ABCP destinés à fournir aux Etats Membres la main-d'oeuvre technique et les spécialistes dont ils ont besoin pour l'éxécution et les activités de suivi des projets, l'OUA intensifie, par le truchement de son Secrétariat Exécutif pour la Science et la Technologie à Lagos, ses efforts visant à octroyer aux étudiants africains, des bourses substantielles leur permettant d'acquérir une formation au niveau universitaire. L'année dernière un étudiant de Sierra Leone a brillamment réussi à sa Maîtrise en Pharmacognosie. D'autres étudiants ressortisants du Ghana, de l'Ethiopie, du Zaire, du Nigéria, du Togo, de la Tanzanie, du Bénin et de la Tunisie poursuivent actuellement une formation au niveau du doctorat ou de la recherche post-doctorale dans les domaines des Plantes Medicinales, de la prophylaxie du paludisme de l'entomologie, de l'Ordinatique, etc... dans diverses universités à travers le Monde et à la charge de l'OUA.

DEUXIEME PARTIE

MARS 1989 - JUILLET 1989

17. Les recherches sur les systèmes de production qui mettent l'accent sur la gestion de l'eau, la fertilité du sol et les autres contraintes, ont de leur côté, abouti à des résultats déterminants pour l'amélioration de la production agricole. Expérimentées dans trois Etats membres, elles sont arrivées à terme fin Avril 1989.

18. La CSTR a poursuivi ses activités dans le domaine de la Pédologie et a, dans ce cadre, contribué à la création de l'Association des Pédologues Africains. Elle a repris la publication et la diffusion de la Revue Sols Africains (volumes 20 et 21) aux Etats Membres et espère publier les conclusions du congrés inaugural de l'Association des Pédologues Africains.

19. Les proteines halieutiques jouent un rôle important dans la nutrition, précisément à un moment où les protéines animales ne sont plus à la portée de la majorité des africains.

Une provision budgétaire a été allouée en une du démarrage d'une étude sur la législation en vigueur sur la pêche, les méthodes de pêche et les quantités pêchées disponibles en Afrique. Voilà autant de paramètres qui permettront de dégager une ligne de conduite pour une exploitation judicieuse des ressources halieutiques et d'asseoir une coopération régionale en matière de pêche.

Ce programme portera sur trois ans et requerra l'assistance de la communauté internationale.

20. En matière d'agriculture, les activités de la CSTR ont également porté sur la supervision et la cordination des projets conjoints. En tant que membre du Conseil d'Administration de SAFGRAD, la CSTR a participé à plusieurs visites de terrain, à des réunions scientifiques et à des missions d'évaluation. La CSTR s'est préoccupée de la

..... 20

mise en place récente de la Conférence des Responsables de la Recherche Agronomique Africains et Français (CORAF) et, en particulier, du "barrage linguistique" qu'elle constituait pour les pays africains non francophones, principe contraire aux fondements d'action de l'OUA.

Le Représentant de la CSTR a obtenu l'engagement des autorités de la CORAF d'inclure les pays africains non francophones dans le programme et leur acceptation de principe de la tenue de consultations entre les comités directeurs de la CORAF et les Réseaux Maïs de SAFGRAD en vue d'éviter les doubles emplois. Ces réunions pourraient également servir de forum pour examiner la possibilité de fusion des deux organisations de recherche.

21. S'agisant des activités liées à l'énergie, le Comité Interafricain sur les énergies nouvelles et renouvelables s'est réuni à Freetown (Sierra Leone) du 29 Mai au 2 Juin 1989. Après avoir passé en revue l'état d'avancement de la recherche/développement dans les Etats membres dont sont originaires les experts membres du Comité, ceux-ci ont envisagé les possibilités de coordonner leurs activités et de diffuser des informations entre les différentes institutions.

A cause de l'épuisement accéléré et inévitable des réserves de combustibles fossiles, le développement, à large échelle au niveau du Continent, de systèmes d'énergies renouvelables, s'avère nécessaire à l'avenir. Ce développement est d'ailleurs tout aussi souhaitable sur le plan de l'environnement.

Les sources d'énergies nouvelles et renouvelables que le Comité recommande aux Etats membres de développer sont : - l'Energie Solaire - l'Energie Eolienne - l'Energie Géothermique - l'Energie de la Biomasse, - sans oublier l'Energie Hydro-électrique. Les applications directes sont nombreuses ; elles vont du chauffage de l'eau à usage domestique jusqu'à la production d'électricité en passant par

..... 21

le pompage de l'eau, le séchage et la conservation des récoltes et autres denrées alimentaires, la production de gaz, la climatisation, etc...

22. Dans le domaine de la revalorisation de la Médecine Traditionnelle Africaine et de l'utilisation judicieuse des plantes médicinales dans les Etats Membres, la CSTR débute un vaste programme de recensement, aussi complet que possible, des plantes médicinales de la flore africaine.

Si des missions ethnobotaniques ont été financées par l'Agence de Coopération Culturelle et Technique (ACCT) dans quelques Etats africains francophones membres de l'Agence, force est de reconnaître que ces études doivent également être menées dans les autres Etats Membres de l'OUA. C'est pourquoi la CSTR, après la publication de la première édition de la Pharmacopée Africaine, et convaincue de l'importance que représente la flore comme base essentielle pour l'amélioration du contenu d'un tel ouvrage, a initié un programme d' "Etudes Ethnobotaniques" dans les Etats Membres qui n'ont pas ou qui ne pourront pas bénéficier de l'assistance de l'ACCT.

La première mission, qui aura lieu au Nigéria plus précisément dans l'Ouest-Nigéria, se déroulera du 24 Juillet au 24 Août 1989. Elle sera menée par une équipe pluridisciplinaire d'experts exlusivement africains du Bénin, du Togo, du Mali, de Côte d'Ivoire et du Nigéria.

23. Le Secrétariat Exécutif de la CSTR a pris part à Bâle, aux côtés d'une délégation du Secrétariat Général de l'OUA, aux travaux de la 5ème Session du Groupe de Travail Spécial sur l'élaboration et l'adoption d'une Convention Mondiale sur les mouvements transfrontières de déchets dangereux et leur élimination.

La Conférence de Bâle avait été convoquée par le Programme des Nations-Unies pour l'Environnement (décision 14/30 du 17/6/87 du

..... 22

Conseil d'Administration de cette institution) pour essayer de trouver une base juridique à la règlementation des mouvements transfrontières de déchets dangereux dans le monde et contre lesquels l'OUA avait déjà adopté les résolutions CM/Res. 1153 (XLVIII) et CM/Res/Cttee B/2 (XLIX).

24. Sur invitation du Directeur Exécutif du Centre Régional Africain pour la Technologie (CRAT), un représentant du Secrétariat Exécutif de la CSTR a participé à Dakar (Sénégal), à la deuxième réunion du Comité Spécial sur l'attribution des "Prix Médailles d'Or aux inventeurs et innovateurs africains".

L'objectif d'un tel programme d'attribution de prix est de promouvoir la créativité par l'encouragement et la récompense des capacités inventives et innovatrices des chercheurs et technologues, de même que des Institutions de Recherche et Développement en Afrique; l'encouragement des genies créateurs africains contribuera estime-t-on, à résoudre des problèmes spécifiques de développement dans les domaines de l'Energie et de la Technologie Alimentaire. Le fruit du travail du Comité spécial a été soumis, sous la forme d'un rapport et de recommandations, à la 10ème Réunion Ordinaire du Comité Exécutif du CRAT.

25. Le Secrétariat Exécutif de la CSTR/OUA à participé à la Première Réunion des Centres collaborateurs OMS dans le domaine de la Médecine Traditionnelle dans la Région Afrique qui s'est tenue à Niamey, Niger, sous les auspices de l'OMS (AFRO). Le thème de réflexion était : POLITIQUES ET STRATEGIES DE L'UTILISATION DES TECHNOLOGIES SANITAIRES TRADITIONNELLES DANS LES SOINS DE SANTE PRIMAIRES". En effet, la Médecine Traditionnelle, avec ses concepts, ses pratiques et ses méthodes, est un système complet de santé malgré ses insuffisances. Et à l'heure où l'OMS intensifie ses efforts pour venir à bout des maladies endémiques en Afrique, un accent très particulier doit être mis sur les pratiques et technologies traditionnelles

..... 23

de façon à pouvoir intégrer leurs cotés positifs dans la prestation des soins de Santé Primaires au profit des populations rurales africaines.

Devant les difficultés actuelles qu'elles rencontrent, l'OUA et l'OMS encouragent les autorités nationales africaines de la santé à appliquer la médecine traditionnelle et à employer les tradipraticiens dans la prestation des soins de santé primaires.

A l'issue des débats sur les diverses communications présentées, en particulier le document de l'OMS, les participants ont adopté des résolutions à l'intention des Centres de Recherche, des Etats Africains, de l'OMS, de l'OUA et d'autres institutions traitant la législation, de la coopération, de la coordination et du financement des activités liées à la revalorisation de la médecine traditionnelle dans la Région. Ces résolutions requierrent la volonté politique des dirigeants africains de mettre en oeuvre le Plan d'Action concernant la Santé pour Tous d'ici à l'An 200.

26. Le Secrétariat Exécutif a représenté l'OUA à la Première Réunion du Comité d'Action du Groupe des 77 sur les Matières Premières (CAMP).

L'objectif de cette réunion était de formuler une stratégie commune pour les pays en développement en vue de la promotion de la coopération Sud-Sud dans le domaine de l'utilisation, du traitement et de la commercialisation des matières premières.

Les recommandations sur les diverses matières premières étaient essentiellement dictées par la conviction qu'il n'était plus tolérable d'exporter simplement des matières premières sans implanter des usines industrielles de montage pour les produits semi-finis générant une valeur ajoutée.

..... 24

Au terme de la Conférence, une constitution a été élaborée et remise aux délégués pour examen et ratification éventuelle par leur gouvernement respectif.

27. Le Secrétariat Exécutif, dans le cadre du Programme de Formation à la Gestion Agricole (AMTA), a été représenté a la Troisième Réunion du Comité Directeur du Programme de Formation de l'OADA (Organisation Arabe de Développement Agricole) qui s'est tenue à Rome au siège du FIDA.

La CSTR/OUA de Lagos qui participe activement avec la BAD et l'IDE au Programme de Formation à la Gestion Agricole pour les Directeurs de Projets africains a annoncé une contribution de 15.000 $EU représentant la contribution de l'OUA pour la traduction en arabe du matériel didactique conventionnel. Des exemplaires de ces documents et matériels didactiques seront envoyés à la Bibliothèque du Secrétariat Général de l'OUA et à la CSTR/OUA de Lagos comme éléments de documentation. En oeuvrant de la sorte, la CSTR/OUA s'est conformée aux directives du Conseil des Ministres en étendant le Programme AMTA aux Etats Membres de la région Nord grâce à un don du FIDA à l'OADA (Organisation Arabe de Développement Agricole). Les deux stages de formation ayant déjà pris fin en Afrique du Nord ont été organisés dans les pays suivants : Algerie, Tunisie, Maroc, Mauritanie, Djibouti et Soudan.

La CSTR/OUA devra continuer d'appuyer ce programme de formation, afin d'améliorer le niveau de gestion des différents projets agricoles financés et en exécution dans les Etats Membres.

28. Les autres activités du Secrétariat Exécutif de la CSTR/OUA ont porté sur :

- la participation à la 20ème Réunion du Conseil Scientifique International pour la Recherche et la Lutte contre Trypanosomiase à Mombasa, Kenya.

..... 25

- le lancement de l'Association des Pathologistes de Tanzanie à Dar-es-Salaam ;

- la Troisième Session Ordinaire des Ministres africains de la Santé à Kampala, Ouganda; et

- le 5ème Congrès International sur le SIDA à Montréal, Canada.

Au cours de l'année, les activités de la Commission Scientifique ont été diversifiées, pragmatiques ont été couronnées de succès.

PROJETS ET DONATEURS

29. Les activités scientifiques et techniques du Secrétariat Exécutif à Lagos sont soutenues par des donateurs et gouvernements sous la forme de dons, de services de consultants et de l'assistance technique.

De récents dons d'assistance technique ont été approuvés pour les projets suivants :

- Recherche et Développement des Cultures Vivrières en Zone Semi-Aride (SAFGRAD) :
  Agence de Développement international des Etats Unis (USAID) ;
- Recherche sur les Systèmes de Production Agricole (FSR) :
  Fonds International de Développement Agricole (FIDA) ;
- Réseau Ouest-Africain de Recherche sur le Systèmes de Production Agricole (WAFSRN) :
  Centre de Recherche pour le Développement International (CRDI).
- Programme de Formation à la Gestion Agricole pour l'Afrique (AMTA) : Fonds International de Développement Agricole (FIDA), Banque Africaine de Développement (BAD), Institut de Développement Economique de la Banque Mondiale (EDI/WB).

..... 26

- Programme Panafricain de Lutte Biologique (ABCP) : Fond International Développement Agricole (FIDA), Programme des Nations Unies pour le Développement/ Organisation des Nations unies pour l'Alimentation et l'Agriculture (PNUD/FAO), etc....

A tous ces bienfaiteurs qui continuent d'apporter leur soutien à nos projets et qui contribuent au redressement économique de l'Afrique, nous exprimons la gratitude et les remerciements de notre organisation et les invitons à perservérer dans cette voie. Nous sollicitons leur soutien généreux pour les programmes qui n'ont pas encore été financés tel que le Centre Africain de Développement des Engrais.

Publications :

30. Pendant la période considérée, le Secrétariat Exécutif pour la Science et la Technologie à Lagos et ses bureaux sous-régionaux de Nairobi, Yaoundé et Ouagadougou, dans le souci d'une meilleure dissémination de l'information scientifique aux Etats membres de l'Organisation, ont fait paraître, entre autres, les publications suivantes (bulletin, périodiques, ouvrages de référence, etc...) :

- Nouvelles de la CSTR/OUA, Lagos - N° 2
- Bulletin d'Information du PC 27 - N° 16 (Recherche sur les Plantes Médicinales Africaines) Lagos
- "Journal of African Medicinal Plants" N° 6, Lagos
- Journal des Sols Africains - Volumes 20 et 21, Lagos
- Grandes Lignes des Réalisations de la CSTR/OUA à l'occasion du 25ème Anniversaire de l'OUA, Lagos
- Pharmacopée Africaine - Volume 1, Version arabe, Lagos
- Maladies Virales chez l'homme en Afrique, Lagos
- Maladies Virales chez les animaux en Afrique (Lagos en collaboration avec IBAR, Nairobi).
- Maladies Virales chez les plantes en Afrique (Lagos en collaboration avec CPI, Yaoundé).
- Bulletin de la Santé et de la Production Animales en Afrique - Volume 36 - IBAR, Nairobi.
- Rapport de l'Atelier sur l'amélioration des Petits Ruminants en Afrique de l'Est et en Afrique Australe - IBAR, Nairobi.

..... 27

- Règlementation Phytosanitaire Coordonnée pour l'Afrique - CPI, Yaoundé.
- Bulletin d'Information du SAFGRAD N° 15 - 16 (SAFGRAD, Ouagadougou).
- Rapport de la Troisième Réunion du Conseil d'Administration du SAFGRAD (SAFGRAD, Ouagadougou).
- Food Grain Production in Semi-Arid Africa (SAFGRAD, Ouagadougou).

Dans le souci d'une meilleure conservation (entreposage et mise à la disposition du public) des publications passées, présentes et futures, l'OUA a financé la construction d'un bâtiment qui jouera, à la fois, le rôle d'entrepôt et de bibliothèque. Un travail de longue haleine pour l'identification et le rangement des stocks disponibles vient d'être mené à terme ; la phase suivante, qui sera consacrée au catalogage du matériel existant, est en cours de préparation et débutera sous peu.

ORGANIZATION OF AFRICAN UNITY

1365

SCIENTIFIC, TECHNICAL AND RESEARCH COMMISSION (OAU/STRC)

ACTIVITIES REPORT

1987 - 1988

BIBLIOTHEQUE
DU SAFGRAD
B.P. 1783 Tel 33-33-58
32-27
Ouagadougou
BURKINA FASO

P.M.B. 2359
LAGOS – NIGERIA

TELEX: 22199 TECOAUNG
TEL. 633430, 633289
ISBN: 978.2453.20.8

B LI THE E
DU S AD
B.P. 1783 Tel 33-33-58
32-27
Ouagadougou
UR F. FASO

Table of Contents

1365

Page.

Introduction i

Abbreviations and Acronyms iii

Activities ..... 1 - 23

Projects and Donors 24

Publications 24

I N T R O D U C T I O N

This report summarises the activities of the Scientific, Technical and Research Commission of the Organization of African Unity during the period of June 1988 to July 1989. It is the first report after the 25th Anniversary of the Organization which was celebrated in May 1988. A detailed report of the activities of this Commission is being published in a brochure which will be circulated. The main areas of our scientific, technical and research activities have been in agriculture, environment and health. The Organization has continued to support its programme of human resource development through its post-graduate training scholarships. The cooperation of the recipient Institutions of Higher Learning continues to be source of encouragement to the efforts of our Organization. During this year, activities will be intensified in the areas of fisheries and soil science. Subsequent volumes of the African Pharmacopoeia and an Ethnobotanical Survey of Member States will be commenced by a team of experts.

The social and economic development of Africa cannot make significant progress without scientific, technical and research activities. To achieve this end, the Organization is planning to establish an African Centre for Fertilizer Development which will complement current activities on the continent in the enhancement of African Agriculture.

Agricultural Management Training in Africa (AMTA) for African Managers is now in its third phase and this is progressing satisfactorily. 19 African countries have benefitted so far and more countries will benefit from subsequent courses. Agricultural research in the field of improved varieties and Farming Systems Research has continued successfully in the Sahelian countries and strengthening of National Agricultural Research Systems is about to commence with the help of external funds as an integral part of the SAFGRAD Project.

In the field of animal production and animal health, the Pan-African Rinderpest Campaign (PARC) is in full steam and making satisfactory progress. Epidemiological reports of different outbreaks of animal diseases are also being notified to the various Member States. In the area of plant protection, activities are being concentrated in the field of Striga Control and training of Technician in Plant Protection is also being implemented. The Scientific Technical

and Research Commission hereby acknowledges the invaluable and continued support of all the donors, agencies, international organizations and institutions for the betterment of the lives of the African people.

A Olufemi Williams
EXECUTIVE SECRETARY

1365

B [illegible] THEQ E
[illegible] S [illegible] AD
B.P. 178 Tel [illegible] 3-58
32 [illegible] 7
Ouagadougou
[illegible] UR IN FASO

Abbreviations and Acronyms

ACCT	:	CULTURAL AND TECHNICAL CO-OPERATION AGENCY
ACFD	:	AFRICAN CENTRE FOR FERTILIZER DEVELOPMENT
ADB	:	AFRICAN DEVELOPMENT BANK
AMTA	:	AGRICULTURAL MANAGEMENT TRAINING FOR AFRICA
APPER	:	AFRICA PRIORITY PROGRAMME FOR ECONOMIC RECOVERY
ARCT	:	AFRICAN REGIONAL CENTRE FOR TECHNOLOGY
BIS	:	INTER-AFRICAN BUREAU FOR SOILS
CCTA	:	TECHNICAL CO-OPERATION COMMISSION IN SOUTH SAHARA AFRICA
CTA/EEC	:	TECHNICAL CENTRE FOR AGRICULTURAL AND RURAL CO-OPERATION OF THE EUROPEAN ECONOMIC COMMUNITY
EDF	:	EUROPEAN DEVELOPMENT FUND
FAC	:	FRENCH AID AND CO-OPERATION FUND
FAO	:	UNITED NATIONS FOOD AND AGRICULTURE ORGANIZATION
FSR	:	FARMING SYSTEMS RESEARCH
GTZ	:	GERMAN AGENCY FOR TECHNICAL CO-OPERATION
IBAR	:	INTER-AFRICAN BUREAU FOR ANIMAL RESOURCES
IAPSC	:	INTER-AFRICAN PHYTOSANITARY COUNCIL
IARC/WHO	:	INTERNATIONAL AGENCY FOR RESEARCH ON CANCERS OF THE WORLD HEALTH ORGANIZATION
ICIPE	:	INTERNATIONAL CENTRE FOR INSECT PHYSIOLOGY AND ECOLOGY
IDRC	:	INTERNATIONAL DEVELOPMENT RESEARCH CENTRE
IFDC	:	INTERNATIONAL FERTILIZER DEVELOPMENT CENTRE
IFAD	:	INTERNATIONAL FUND FOR AGRICULTURAL DEVELOPMENT
IITA	:	INTERNATIONAL INSTITUTE FOR TROPICAL AGRICULTURE
OAU	:	ORGANIZATION OF AFRICAN UNITY
OAU/STRC	:	OAU/SCIENTIFIC TECHNICAL AND RESEARCH COMMISSION
OMVS	:	ORGANIZATION FOR THE DEVEOPMENT OF THE SENEGAL RIVER BASIN
OPEC	:	ORGANIZATION OF PETROLEUM PRODUCING COUNTRIES
SCA	:	SCIENTIFIC COUNCIL OF AFRICA
SAFGRAD	:	SEMI-ARID FOOD GRAIN RESEARCH AND DEVELOPMENT
UNDP	:	UNITED NATIONS DEVELOPMENT PROGRAMME
UNEP	:	UNITED NATIONS ENVIRONMENT PROGRAMME
UNIDO	:	UNITED NATIONS INDUSTRIAL DEVELOPMENT ORGANIZATION
USAID	:	UNITED STATES AGENCY FOR INTERNATIONAL DEVELOPMENT
WIPO	:	WORLD INTELLECTUAL PROPERTY ORGANIZATION
ZEAZE	:	SOCIO-ECONOMIC STUDIES AREAS

ACTIVITIES PART I: JUNE 1988 - MARCH 1989

1. The OAU/STRC Office in Lagos continues to supervise the sub-regional offices, (IBAR) in Nairobi, (IAPSC) in Yaounde, and the SAFGRAD Project in Burkina Faso. The Scientific, Technical and Research Commission in Lagos also carries out activities in the areas of agriculture, soil science, traditional medicine, pharmacopoeia, health sciences, virology and environment. Collaboration with international organizations in the fields of agriculture and health have been intensified and the impact of these activities is being felt in the member states. The continued support of the activities of OAU scientific offices by donors and organizations provide ample evidence of the international recognition which these offices currently enjoy.

2. Activities in the field of Medicinal Plants (JP 27) are principally aimed at providing assistance in the areas of training and research on medicinal plants and traditional medicine in Africa. As an integral part of this project, two Research Centres on Medicinal Plants at the Universities of Ifè (Nigeria) and Cairo (Egypt) were selected as OAU/STRC Pilot Centres. They receive annual grants from the OAU for research and they also accept AFrican post-graduate students for training to the level of Masters and Ph.D degree in pharmacognosy. The activities of the centres relating to traditional medicine will feature in a documentary film being prepared by the OAU/STRC. As a complement to the project on traditional medicine, two volumes of the African Pharmacopoeia have been published and are now in circulation.

- Volume I deals with monographs of 105 best known and most commonly utilized African Medicinal Plants. It has already been published in English and French (ISBN 978-2453-02-01); the Arabic version has just been published.

- Volume II deals with the "General Methods of Analyses" specifically adapted to the tropical environment. The English version is already available (ISBN 978-2453-08-0) and the French version is in press.

3. The 4th OAU/STRC Inter-African Symposium on African Medicinal Plants and Traditional Medicine was held from the 18th to the 22nd of July, 1988.

.....2

The Symposium was convened at the International Conference Centre of Abuja, Nigeria.

The theme of the 4th Symposium was: "TRADITIONAL MEDICINE AND ITS ROLE IN PRIMARY HEALTH CARE".

The Symposium was attended by 51 participants from 18 OAU countries. The countries represented were:

Angola	Ethiopia	Nigeria
Benin	Ghana	Senegal
Botswana	Guinea	Somalia
Cameroon	Mali	Togo
Chad	Malawi	Tanzania
Egypt	Niger	Zimbabwe

Representatives of the United Nations Industrial Development Organizations (UNIDO), and the Africa Region of the World Health Organization (WHO) took active part in the work of the Symposium.

The communications delivered during the Symposium were of considerable interest to the participants and from the ensuing discussions the following points were highlighted:

(i) the need to encourage the teaching of African Pharmacopoeia in African Universities;

(ii) the importance of the activities of traditional practitioners to be enhanced without incorportating them in working institutions of the modern type;

(iii) the need for international cooperation to be enhanced for better coordination and national development.

The Symposium deplored the duplication of projects and indicated that African Governments and all organizations involved in the promotion and development of traditional medicine and African Medicinal Plants should harmonize their efforts and resources with the purpose of establishing joint research and development programmes in which each party will develop specific sectors in order to avoid over-lapping.

..... 3

Among many recommendations, the following are noteworthy and important:

- The OAU and WHO should jointly organize a consultation meeting with the participation of relevant institutions with the aim of establishing a permanent mechanism for coordination and cooperation.
- Traditional medicine and African Pharmacopoea should be taught in medical schools in Africa so as to give medical students the necessary knowledge and orientation to make use of the positive aspects of traditional medicine. Practising physicians should be encouraged to prescribe drugs derived from African Medicinal Plants.
- Health Ministries of Africa should ensure that positive information concerning the publication of the African Pharmacopoeia reach Medical Associations of the African Countries.
- African Governments should request UNIDO through OAU/STRC for the establishment on the continent of centres for the promotion and development of the industrial production of drugs derived from medicinal plants.
- All African Governments should take decisions leading to the utilization of plant-derived drugs with proven efficacy and no toxicity in Primary Health Care.
- A consultation meeting should be convened under the auspices of the OAU and WHO, as soon as possible, which would include all relevant organizations with a view to setting up a permanent mechanism for consultation and follow up whose objectives after assessing the needs and identifying the available resources, would be to draw up and ensure the implementation of joint programmmes on research, training and development on African Traditional Medicine and Pharmacopoiea similar to the joint project being drawn up by the OAU/STRC-UNIDO for the industrial production of drugs.

The Symposium commended African scientists for their continued efforts in research on medicinal plants and expressed its satisfaction with the results so far achieved for their utilization in Primary Health Care.

The Symposium also invited all scientists to contribute positively towards the improvement of the already published volumes of the pharmacopoea by fowarding useful information likely to be incorporated in future publications of the pharmacopoeia.

.....4

The Symposium commended ACCT for its effort in the field of ethno-botanical surveys in many francophone countries of Africa and recommended that OAU/STRC undertake similar studies in other non-French speaking African countries in order to constitute a data bank on medicinal plants and traditional pharmacopoeia.

4. A special ceremony for the launching of the First African Pharmacopoea was held during the symposium. The launching was done by the Honourable Minister of Health of the Federal Republic of Nigeria, Professor Olikoye Ransome-Kuti, who commended the far reaching accomplishment of the Committee and the Executive Secretariat of OAU/STRC.

5. The SAFGRAD project is jointly financed by USAID, French Aid and Cooperation Fund (FAC), IFAD and the OAU. Its activities are continuing in the areas of research and development of high yielding crop varieties with short growth cycle and resistance to drought. The target cereal varieties are maize, cowpea, millet and sorghum. This project is being implemented in cooperation with IITA and ICRISAT which are two international agricultural research centres mandated for the target crops. The funding of Phase II of the SAFGRAD Project was approved recently by USAID and a grant agreement of US$ 639,000 was recently signed in Ouagadougou, the Headquarters of the SAFGRAD project.

Research on Farming Systems in SAFGRAD Member States has been firmly established and expanded into a network, similar to that of cereals. While the Farming Systems Research is being funded by IFAD in Burkina Faso, the Republic of Benin and Cameroon, the network for West African Farming Systems Research (WAFSRN) is now being funded by IDRC of Canada. An International Coordinator for the WAFSR Network has been appointed and has assumed duties. As a result of the Farming Systems Research activities, transfer of technology to small holders can now be undertaken progressively with very high hopes of success in Member States. The SAFGRAD Project and its networks currently cover 26 Member States and exemplifies technical cooperation among developing countries within the Africa Region in the field of Agriculture and Livestock.

..... 5

An evaluation team appointed by USAID, the principal donor of the project, went on a field trip to visit the facilities and assess the achievements of the Project in Burkina Faso.

The team held several working sessions with the International Coordinator of SAFGRAD and a representative of the Executive Secretariat of the OAU/STRC. During those discussions the following main issues were raised:

- achievements of the Coordination Office
- the future of the Project
- the future of the Coordination Office

Considering the future of the Coordination Office, the Evaluation Team strongly recommended the strengthening of the Office with a view to ensuring satisfactory follow up and coordination of the project. This will entail the recruitment of an Administrator (to assist the International Coordinator with administrative matters), a qualified Documentalist and an Agro-economist.

6. There is a newly established Centre for Biological Control. This Centre, hosted by the Republic of Benin will address the comprehensive rôle of pest control in Africa. It has evolved from an OAU/STRC supported project of ABCP (Africa-wide Biological Control Project for Cassava Pests). This Centre is being funded by several donors.

At the opening of the Centre, the OAU/STRC was represented. This development is certainly a step in the right direction and it is hoped that this centre will train Africans to meet the needs of Member States and will collaborate with relevant African research Centres to achieve its goals.

One of the objectives of the Centre will be to establish full-fledged National Biological Programmes (NBCPs) in countries requesting assistance.

For the future, the ABCP is identifying other African crop pests most suitable for biological control so that an orderly shift of emphasis can be made from CM and CGM as these are being brought under control. This programme is planned to eventually include biological control of weeds and pests of other crops, the use of natural insecticides extracted from locally grown plants, the use of micro-organisms and the latest biotechnology research developments. A communication network between the ABCP Headquarters and the NBCPs will be set up to provide a newsletter with up to date information and a fast intervention capability in case of pest outbreaks in OAU Member States.

..... 6

The short-term training courses at IITA have made substantial contribution towards meeting the immediate needs of national programmes for staff capable of participating in the field . The courses have trained key individuals from most of the target countries in aspects of biological control and integrated pest management. Valuable experience has also been gained in developing training methods and appropriate course materials.

In Eastern and Southern Africa, the following personnel have received training in biocontrol techniques:

Country	Training Completed
Kenya	3
Malawi	2
Mozambique	2
Rwanda	2
Tanzania	2
Uganda	5
Zambia	5
Total	21

Seven trained specialists are now working with cassava at present, nine contributed for a period after training, including four students currently in advanced degree training in biological control; and others are peripherally involved elsewhere in government services at the district level.

Cassava yields in Member States have increased considerably since the introduction of biological control for these pests. It is hoped that in addition to biological control, resistant varieties of the cassava tuber, will be developed and produced. The OAU/STRC and the OAU/IAPSC are members of the committees (Sponsoring Group and Standing Committee) responsible for this project and they coordinate these activities through their technical meetings.

..... 7

7. Seven Member States namely: Nigeria, Niger, Libya, Zaire, Sudan, Zimbabwe and Uganda have signed the Convention for the creation of the African Centre for Fertilizer Development. The International Fertilizer Development Centre (IFDC) has been appointed the Executing Agent for the establishment of the Centre. The Board of ACFD has already met in Harare. The host government (Zimbabwe) has signed the Headquarters Agreement with the Organization of African Unity (OAU) and has nominated an expert onto the Board of the Centre in accordance with the provisions of the Convention.

The Convention will come into force after it has been ratified by at least six Member States and the instruments of ratification deposited with the OAU General Secretariat. Preliminary arrangements are in progress for the establishment of this Centre in collaboration with OAU/STRC.

A number of international organizations have expressed their willingness to support the creation of this Centre namely, IFAD, OPEC, World Bank and some donor countries. The creation of this Centre is in compliance with the Council of Ministers Resolution No. CM/Res.840 (XXXVI) of 1981. When this Centre is established and becomes functional, it would contribute significantly to the inputs into the agricultural sector of Member States.

Five representatives of each region of the Organization (Zaire, Niger, Zimbabwe, Libya, Sudan) have been nominated and appointed to serve on the Board of the Centre. The host Government, Zimbabwe has identified a suitable site in Harare for the establishment of the Centre, and the Executive Secretary of the OAU/STRC has been appointed as Chairman of the Board of the Centre. He will be reponsible for the implementation of this project in collaboration with the international agencies, organizations, donor countries and the Executing Agent.

The Agreement between the ACFD and the IFDC was thoroughly discussed and all the salient features in the agreement were adopted by the Board. There are, however, areas which require further clarification namely: the management fee to be paid to IFDC and the request of IFDC for the ACFD to be an "independent legal entity". The Board was of the opinion that the management fee should be negotiated at a later date and the Chairman of the Board did not agree with the Executing Agent, IFDC, which insisted that the Centre sponsored by its principal, the OAU, should be "independent of its principal". That was contradictory.

.....8

It was quite evident that there were good intentions by all parties to execute this project but it was evident there were some problems which the Executing Agent would like clarified and solved. One of these was the extension of privileges and immunities to the staff of the Centre as embodied in the Convention. The Government of Zimbabwe has written to confirm that these privileges would be extended to bona fide workers of the ACFD. Another request by IFDC was the release of counterpart funds by the Government of Zimbabwe to the Executing Agent. A letter has been written by the Chairman of the ACFD Board to the Government of Zimbabwe requesting that funds be released to IFDC at the appropriate time for implementation of this project. The Vice-Chairman, who is resident in Zimbabwe would also help the Executing Agent in establishing the Centre.

It would be recalled that the Executing Agent on its own initiative held a meeting in Bonn in February 1987, in respect of the Togo Centre to which the Executive Secretary was invited to attend. At the meeting, it was agreed that an appraisal mission be undertaken by GTZ of Germany and IFAD of Rome in respect of the African Centre for Fertilizer Development in Zimbabwe. This appraisal mission would commence its work in the very near future which would be funded by IFAD and the West German Government. The report of this appraisal mission would form the basis for soliciting financial support for the ACFD. It is extremely important to emphasize that the ACFD cannot commence its technical and research activities without the report of this mission, and it also cannot be sure of continuous financial support without a programme budget based on the report of this mission.

A provisional budget for the Centre was approved for a sum not exceeding US$ 400,000.00 for the first year of operation. This budget is to be considered as preliminary and all efforts should be made to raise funds from the international donor community, World Bank and other agencies. The next Board Meeting will be held as aoon as the appraisal mission report is available.

..... 9

8. The Executive Secretariat undertook an official mission to OPEC Fund in Vienna between August 2 - 4, 1988, to discuss with the Director General of OPEC Fund in respect of financial support for the establishment of the African Centre for Fertilizer Development.

After a very long discussion all the members at the meeting agreed to utilizing US$50,000.00 for starting up operations of the Centre and to consider disbursement of US$450,000.00 at a later date for the construction and equiping of the initial phase of the Centre. The Director General and his staff were very sympathetic to the cause of OAU in its quest for this vital development project which has been on the drawing board for the past six years. The following proposals were made:

(a) A budget for the start-up operations for the sum of US$ 50,000.00 has been drafted and approved. OPEC Fund was authorized to send this grant to IFDC which is the Executing Agent for ACFD in Alabama, USA.

(b) A sum of US$ 250.000.00 should be made available as contribution towards the construction of an administration block which shall be called "the OPEC building", and from which the administration of the Centre can proceed as soon as possible. This will also ensure the presence of an OAU-sponsored Centre in Zimbabwe.

(c) It was also proposed that the sum of US$200,000.00 should be made available towards the purchase of equipment for the Centre. An agreement was drawn up after thorough discussions to give effect to the three proposals. The OPEC Fund on its part gave its procedure relating to the utilization of its funds which should be strictly adhered to. The Executing Agent which is the IFDC in Alabama shall be responsible for the Execution of this project and management of funds.

..... 10

9. In 1984, IFAD in collaboration with AfDB initiated an Agricultural Management Training Programme in Africa (AMTA) to assist African countries expand their supply of trained and experienced management staff in the agricultural sector and, also to improve the management of agricultural projects being supported by IFAD, the African Development Bank (AfDB), and the EDI of the World Bank. The entire programme consisted of four 18-month sub-programmes, each of which would reach about six countries and cover 18 projects. It was to involve the participation of about 550 managers, senior project staff, procurement specialists, national trainers and policy makers. The programme is being implemented through institutional cooperation among IFAD, the World Bank, AfDB and the Organization of African Unity/Scientific, Technical and Research Commission (OAU/STRC) in Lagos.

AMTA represents a comprehensive training approach which responds to the management performance needs of the development projects and the agricultural sector in Africa. It was designed for specific problems and constraints encountered by existing management training programmes. The AMTA concept recognizes the fact that management capacity is not only a matter of personal skills, but depends on effective interaction within projects and between projects and their environment.

The AMTA programme aims at achieving the following objectives:

- to develop curricula, training materials and a training approach which could be effectively utilized by other training institutions in Africa for the development of managerial staff in the agricultural sector.

- to promote human resource development by expanding the supply of experienced and trained managers in the agricultural sector; and by retaining a higher proportion than in the past of these managers in the agricutural sector;

- to strengthen the capacity of national and regional training institutions to organize, prepare and deliver short-term courses on the administration and management of agricultural projects;

.... 11

- to assist countries at the project implementation stage by improving the administrative and managerial skills of project management staff, primarily from ongoing IFAD/World Bank/AfDB agricultural projects; managers from ministries and agencies of the agricultural sector could also participate;

- to increase awareness among high-level government officials, policy and procedural issues in the public administration environment within which agricultural projects operate.

AMTA has, so far, been implemented in 13 African countries through two overlapping sub-programmes.

The first sub-programme (AMTA 1) covered 18 projects in six English-speaking countries in Southern Africa (Botswana, Lesotho, Malawi, Swaziland, Zambia and Zimbabwe).

The second sub-programme also covered 18 projects in six French-speaking and one Portuguese-speaking countries (Burkina Faso, Central African Republic, Mali, Mauritania, Niger, Senegal and Cape Verde).

A mid-term review was undertaken in 1986 with the purpose of assessing the degree to which the programme's objectives have been fulfilled, and identifying ways in which improvements could be made. The results of the review adequately demonstrated the effectiveness of AMTA and the validity of its practice oriented, team building approach. The review report indicated that AMTA has been well accepted by trainees and government officials from participating countries. A total of about 210 trainees participated in the activities of the first two sub-programmes and received certificates.

The third sub-programme (AMTA III) has commenced and is covering seven anglophone countries in East and West Africa (Ethiopia, Ghana, Gambia Kenya, Sierra-Leone, Tanzania and Uganda). Like the first two sub-programmes, AMTA III will be implemented over a period of 18 months and it consists of a number of national and regional activities including - residential seminars, - team building workshops, and - follow-up actions on the project site. AMTA III is designed to train a total of 167 participants.

The AMTA training programme is considered to be of considerable value to the agricultural sector in the Africa Region.

..... 12

10. The Executive Secretariat of the OAU/STRC participated in scientific seminars and meetings relating to the Environment and is making active preparations to participate in other similar meetings.

At the invitation of the Executive Director of the United Nations Environmental Programme (UNEP), the OAU/STRC participated in the fifth Meeting of the Steering Committee on the Marine Environment in West and Central Africa (Abidjan Convention). The interest of OAU in marine environmental matters is naturally important because of the geographical position of the Continent. Africa is enveloped by the ocean and marine pollution arising from maritime activities and refuse from many coastal towns is of considerable concern. The meeting was convened to review actions undertaken within the context of the implementation of Abidjan Plan of Action since the last meeting held in 1985. Items discussed during the meeting included among others, the following:

- the status report on the ratification of the Convention and its protocol.
- the state of contribution to the special fund set up to provide support for the implementation of the Action Plan.
- institutional arrangements to support the Action Plan and the Convention.
- adoption of a programme and budget for the 1988-89 biennium.

Apart from the global interest, the OAU/STRC delegation presented a proposal on a regional pilot project to control coastal erosion within the framework of WACAF/3. It reported on the presentations made by the OAU to the Netherlands and France to obtain financing for the project. Several delegations took the floor to support the OAU initiative

The meeting then allocatead US$ 300,000 for the project, and passed a special resolution in order to facilitate OAU negotiations with other potential donors.

.....13

The International Union of Forestry Research Institutes (UIFRO) sent a letter to the Executive Secretariat relating to possible cooperation between the OAU/STRC and IUFRO in the area of coordination of research on tropical forests in Africa. The Union also wanted to know the position of our institution.

In reply to that request the Executive Secretariat sent IUFRO complete documentation on the last meeting of OAU experts and consultants on Tropical Forests which was held in Abidjan (Côte d'Ivoire) from 21 - 23 March 1986 and suggested to IUFRO to organize a working session on the issue with a view to examining, in common, the modalities for reactivating the project to establish an Inter-African Bureau for Coordination of Research on Tropical Forests in conformity with Resolution CM/Res.592(XXIX) adopted in Libreville in July 1977.

It is hoped that IUFRO would react as soon as possible to this suggestion and that a working session would be held at the OAU/STRC Office in Lagos or ICRAF in Nairobi to enable the IUFRO, UNEP and the FAO make progress on this matter of tropical forests.

11. The Executive Secretariat of the OAU/STRC has undertaken important activities in the areas of agriculture, oceanography and maritime fisheries. The most important of these include:

- the evaluation of the SAFGRAD Project and its follow-up programme;
- the preparation of a project on fisheries; and
- the convening of the Third Session of the African Council of Soil Scientists and the publication of volumes 20 and 21 of the "African Soils" Review.

In the field of agriculture, the Executive Secretariat supervised the meetings of the Steering Committees on maize and cowpea Research Network and the Meeting of the Board of Governors of SAFGRAD Project. It also contributed towards the setting up of the Farming Systems Research Networks, a component of SAFGRAD financed by IDRC. The Executive Secretariat also participated in the USAID and IFAD evaluation of SAFGRAD Project.

..... 14

12. As regards activities relating to soil sciences, the Secretariat organized the Third Meeting of the African Council of Soil Scientists in Ibadan, Nigeria in addition to the publication of the two volumes of "African Soils". The objectives of the Meeting were:

(a) The redefinition, in the light of material, financial and human constraints of the STRC, of the activities and actions which could be undertaken by the Lagos Office in the field of soil sciences following the closure of the Interafricain Bureau for Soils in Bangui.

(b) The exchange of information and experiences among soil scientists from the various regions of the continent.

The Council adopted a certain number of recommendations; the most important addressed to the OAU were to:

- Take the necessary steps to ensure the regular publication of "African Soils" which is the major organ of information for African soil scientists. To that end it should provide the STRC with the necessary financial and human resources.

- Maintain regular contact between the STRC and the National Agricultural Research Institutes of Member States and other related institutions.

- Organize the Meetings of the African Council of Soil Scientists on a two year regular basis.

The Council proposed the setting up of a sub-Committee on the preparation of a regional project on the control of soil erosion and degradation for which the OAU should seek financing from international donors.

13. In the field of oceanography and maritime fisheries, the Executive Secretariat prepared a programme of Action to be spread over three years, the objective being to seek ways and means of contributing significantly to protein self sufficiency in Africa through this sector.

14. The Executive Secretariat of OAU/STRC had carried out several missions to secure funds for some of the vital OAU projects under its supervision, namely: SAFGRAD and ACFD.

The OAU/STRC participated at the annual meeting of the Consultative Group on International Agricultural Research (CGIAR) at the World Bank in Washington. The meeting was to review progress in agricultural research on a global level and to pledge funds towards the continuation of these activities. There are 13 International Agricultural Research Centres which receive core funding from CGIAR members and some of these are in Africa mainly IITA, ILCA, ILRAD, ICRISAT and WARDA.

The OAU/STRC continues to support its joint project (JP 31) SAFGRAD in its agricultural research activities in 26 Member States and has collaborated with most of the International Agricultural Research Centres particularly those in Africa. The four major donors to SAFGRAD are USAID, IFAD, IDRC and FAC of the French Government. The OAU contributes variable amounts which maintains the Co-ordination Office but the funding of the African Research Scientists in Member States is totally borne by the donors.

In view of the fact that the donors have the final say in the format in which they perceive implementation of research activities in Africa, there seems to be a concensus that National Agricultural Research Systems of Africa should be strengthened and supported by donors (IFAD) rather than individual African Research Scientists. The position of OAU/STRC is that these 2 activitis are complementary particularly when one considers that several Member States do not have adequate Agricultural Research Scientists in their National Agricultural Research Systems. It will be a great pity if this project is allowed to disintegrate. The conclusions from this meeting are as follows:

(a) That the OAU should continue to support some of the staff at the Co-ordination Office; (currently OAU supports 8 staff members).

(b) That the USAID should continue to support the International Co-ordinator, the Accountant and some local staff while awaiting the USAID evaluation report on the project.

..... 16

(c) That the OAU/STRC should approach the USAID Mission Director to consider the possibility of supporting the Director of Research and Financial Controller.

(d) That the OAU/STRC should meet with the IFAD representatives in Rome to discuss the logistics of IFAD's proposal to channel its future support to Farming Research through the West African Farming Systems Research Network. (Currently supported by IDRC).

(e) To ensure that IDRC continues its support to the West African Farming Systems Research Network.

The amount of funds required for SAFGRAD to be effective to Member States on an annual basis is in the region of 3 million United States Dollars, an amount which the OAU on its own, cannot afford. The World Bank at this meeting however pledged 2.2 million United States Dollars in grant and 2 million United States Dollars in linkage funds which presumably may be tapped for SAFGRAD. There was considerable concern about the absence of OAU/STRC representatives at several vital meetings where funding of research projects are discussed and it was emphasized that the level of financial support to the African projects is grossly behind when compared with support given to other third world countries. There is a need for an OAU policy decision on how to tackle the problem of adequate funding of OAU projects particularly all those which have been approved by the Council of Ministers and the Heads of State and Government.

There is a proposed meeting between the OAU Secretary General and his senior staff including the OAU/STRC on one hand and the major donors and representatives of the International Agricultural Research Centres in Addis Ababa during June 1989. All donors and centres with projects or agreements with OAU projects will be invited to this meeting.

15. The Executive Secretariat of the OAU/STRC participated at the meeting of the Special Programme for African Agricultural Research (SPAAR) held in Berlin between March 14-18, 1988. It was agreed that the question of funding the ACFD be discussed at this forum. The meeting was very well attended by a large number of top potential donors including IFAD, OPEC, USAID, U.K., EEC Member States, FAO etc. One of the objectives of this meeting was to reconcile the possible role of IFDC African Centre in Togo and the proposed African Centre for Fertilizer Development in Zimbabwe.

..... 17

It would appear that there may be a duplication of efforts on the continent because the OAU was extremely slow in activating its convention to establish the Zimbabwe Centre. All efforts to persuade the IFDC to be patient failed and the IFDC decided to establish the Togo Centre which in the course of time shall be a regional fertilizer Centre for ACFD. However, the Centre in Togo alone is not likely to be able to cover the entire needs of Africa from its present location. As such there is ample justification for the establishment of the Headquarters of ACFD in Zimbabwe which will serve the five OAU regions of the continent. Based on this conviction, the Executive Secretary continues to strive to persuade the international donor community on the urgent need to support the African Centre. It is vital to recall that this project has been funded in the past by IFAD and OPEC Fund and the host government has agreed to contribute about 3 million United States dollars towards this project. Although some donors have already given financial support to the Togo Centre, this must be viewed as part of their contributions towards fertilizer development research on the continent and it is hoped that their contributions will be extended to other parts of Africa through the ACFD. This forum provided another opportunity to discuss this vital project and sensitize the international donor community to the needs of African Agriculture for fertilizer development.

16. Apart from the "Training" component of each of the joint projects under STRC suppervision and the AMTA and ABCP training programmes, which are made to provide Member States with the technical and specialized manpower needed for the implementation and follow-up activities of the projects, the OAU is intensifying its efforts through its Executive Secretariat for Science and Technology in Lagos by granting African graduate students scholarships which enable them to undergo their training at University level. During the past year one student from Sierra-Leone has been successful in Master of Philosophy Degree in Pharmacognosy. Other OAU scholars from Ghana, Ethiopia, Zaire, Nigeria, Togo, Tanzania, Benin Republic, and Tunisia are currently undergoing Doctoral or Post-doctoral training in the field of Medicinal Plants, malaria prophylax, entomology, computer science etc. at various universities throughout the world.

..... 18

PART II - MARCH 1989 - JULY 1989

17. Research on farming systems which emphasize water management, soil fertility and other constraints had for its part produced results critical for the improvement of agricultural production. Farming Systems Research (FSR) was carried out in three Member States and would be completed the end of April 1989.

18. The STRC has maintained its activities in Soil Science and within this context, supported the establishment of the African Association of Soil Scientists. Publication and distribution of African Soils Review (Vols. 20 and 21) to Member States had resumed and it is hoped to publish the proceedings of the inaugural congress of the Association of Soil Scientists.

19. Fish protein plays an important role in nutrition particularly at a time when availability of animal protein is getting out of the reach of the African.

Budgetary provision has been made to initiate a survey of fishing regulations in force, fishing methods and the quantity of fish available in Africa. These data shall contribute to the formulation of policies regarding the judicious exploitation of fish resources as well as foster the initiation of regional cooperation.

This programme which is projected for three years, will require the assistance of the international community.

20. STRC activities in the field of agriculture also included monitoring and coordinating of joint projects. As a member of the Board of Directors of SAFGRAD, the STRC participated in field trips, scientific meetings and evaluation missions. The STRC was concerned about the recent institution of the Conference of French and African Heads of Agronomic Research (CORAF) and in particular, the linguistic barrier which it constituted for non-Francophone African countries, an act which was contrary to the OAU principles.

.../19.

The STRC representative obtained the commitment of CORAF officials to include non-Francophone African countries in its programme and accepted in principle to hold consultations between the Steering Committees of CORAF and SAFGRAD Maize Networks, with a view to avoiding duplication. Such meetings could also provide an opportunity to examine the possibility of merging the two research organizations.

21. In the energy sector, the Inter-African Committee on New and Renewable Energies met in Freetown, Sierra Leone from 29 May to 2 June 1989. After having reviewed progress on research/development in Member States whose nationals constitute the Committee of Experts, the latter envisaged the possibility of coordinating their activities and disseminating information among the various institutions.

As a result of increased and inevitable depletion of fossil fuels reserves, large scale development of renenwable energy systems at the continental level would become imperative in the near future. This development is also desirable from an environmental point of view.

New and Renewable energy resources being recommended by the Committee to Member States for development are solar energy, eolian energy, geothermal energy, biomass energy and hydro-electrical energy. Direct applications are many and they range from water heating, domestic use, electricity production, pumping of water, drying and preservation of harvests and other food crops, production of gas to air conditioning, etc.

22. As regards enhancing African traditional medicine and the judicious uitlization of medicinal plants in Member States, the STRC is initiating a major programme which entails taking a comprehensive inventory of medicinal plants of the African flora.

While it is true that ethnobotanical missions have already been financed by the French Agency for Cultural and Technical Cooperation (ACCT) in some French speaking African countries, members of that Agency, it is also true that such surveys still have to be carried out in other OAU Member countries.

.../20.

This is why the STRC after the publication of the first edition of African Pharmacopoeia and convinced that the essential ingredients required for improving the quality of such a publication is important, initiated a programme on "Ethnobotanical Surveys" in Member States which have not benefitted or may not benefit from ACCT assistance.

The first survey which shall be in Nigeria, is scheduled to take place from July to August 1989. It shall be conducted exclusively by a multi-disciplinary team of African Experts from Benin, Togo, Mali, Cote d' Ivoire and Nigeria.

23. The Executive Secretariat of the STRC was part of an OAU delegation to the Fifth Session of the Special Working Group on the drawing up and adoption of the Global Convention on transboundary movement of hazardous wastes and their elimination in Basle.

The Basle Conference was convened by UNEP (Decision 14/30 of 17/6/87 of its Board of Governors) in an attempt to seek a legal framework for regulating transboundary movement of hazardous wastes. The OAU had already adopted Resolution CM/Res.1153(XLIII) and CM/Res/Cttee B/2 (XLIX) on this issue.

24. In response to an invitation from the Executive Director of the African Regional Centre for Technology (ARCT) a representative of the Executive Secretariat of the Organization attended the second meeting of the Special Committee on Gold Medal Awards to African Inventors and Innovators held in Dakar, Senegal.

The objective of this award programme is to promote creativity through encouragement and compensation of inventive and innovative capacity of researchers and technologists as well as research and development oriented institutions in Africa. Such encouragement of the African creative genius it is believed, would contribute towards resolving certain problems specific to development in the areas of Energy and Food technology.

.../21.

The results of the work of the Special Committee had been submitted in the form of report and recommendations to the Tenth Ordinary Meeting of the Executive Committee of ARCT.

25. The Executive Secretariat of the OAU/STRC participated in the First Meeting of WHO Collaborating Centres on Traditional Medicine of the Africa Region in Niamey, Niger under the auspices of WHO (AFRO). The theme of the Meeting was "Policies and Strategies for the Utilization of Traditional Health Technologies for Primary Health Care". As a matter of fact, traditional medicine, with its concepts, practices and methods is a complete health system in spite of its shortcomings. At a time when WHO is intensifying its efforts to eradicate endemic diseases in Africa, emphasis should be placed on traditional practices and technology so as to integrate their positive aspects in primary health care delivery for the rural populations in Africa.

In view of several difficulties currently facing African national health authorities, OAU and WHO are encouraging them to use traditional medicine and traditional practitioners in the implementation of health care delivery.

Following discussions of the various presentations, especially the WHO document, participants made resolutions for the implementation and attention of Research Centres, African States, WHO, OAU and other related institutions in the areas of legislation, cooperation, coordination and the funding of activities related to the advancement of traditional medicine in the Region. These resolutions solicited the political will of African leaders to implement the Action Plan on Health for All by the Year 2000.

26. The Executive Secretariat represented the OAU at the First Meeting of the Action Committee of the Group of 77 on Raw Materials (ACRM).

The objective of this meeting was to draw up a common strategy for developing nations on the promotion of South-South cooperation as regards utilization, processing and marketing of raw materials.

.../22.

The recommendations on the various raw materials were mainly articulated in the belief that it was no longer tolerable simply to export raw materials without setting up industrial assemblies for semi-finished products with value added.

The Conference ended with the drawing up of a Constitution which was distributed to delegates for consideration and eventual ratification by their respective Governments.

27. In connection with the Agricultural Management Training for Africa (AMTA) Programme, the OAU/STRC was represented at the Third Steering Committee Meeting of the Arab Organization for Agricultural Development (AOAD) Training Programme at IFAD in Rome.

The OAU/STRC in Lagos, which had been an active partner in the Agricultural Management Training Programme for African Project Managers with the collaboration of ADB, EDI of World Bank and IFAD, pledged the sum of US$15,000.00 as representing the OAU contribution for the translation of suitable training materials into Arabic. Copies of these translated documents and training materials should be sent to the Library at OAU Headquarters and also to the OAU/STRC Office in Lagos for record purposes. By doing so, the OAU/STRC has complied with the directives of the Council of Ministers in extending the AMTA Programme to the North African States of the OAU through IFAD grant. The two training courses already concluded in North Africa were carried out in the following countries: Algeria, Tunisia, Morocco, Mauritania, Djibouti, and Sudan.

The OAU/STRC should continue to support this type of training programmes which will enhance management of Agricultural projects financed and implemented in OAU Member States.

28. Other activities of the OAU/STRC Executive Secretariat included the following:-

- Participation at the 20th International Scientific Council Meeting for Trypanosomiasis Research and Control in Mombasa, Kenya;
- The launching of the Association of Pathologists of Tanzania in Dar-Es-Salaam;

.../23.

- the Third Ordinary Session of the African Ministers of Health in Kampala, Uganda and the;
- 5th International Congress on AIDS in Montreal, Canada.

During the year, the activities of the Scientific Commission have been diverse, pragmatic and successful.

.../24.

PROJECTS AND DONORS

29. The various scientific and technical activities of the Executive Secretariat in Lagos have been supported by donors and Governments in the form of grants, consultants and technical assistance.

Recent technical assistance grants have been approved for the following projects:

- Semi-Arid Food Grain Research and Development (SAFGRAD): United States Agency for International Development (USAID)
- Farming Systems Research (FSR): International Fund for Agricultural Development (IFAD)
- West African Farming Systems Research Network (WAFSRN): International Development Research Centre (IDRC)
- Agricultural Management Training Programme for Africa (AMTA): International Fund for Agricultural Development (IFAD) African Development Bank (AfDB) and Economic Development Institute of the World Bank (EDI/WB)
- Africa-Wide Biological Control Programme (ABCP): International Fund for Agricultural Development (IFAD) United Nation Development Programme/Food and Agriculture Organization (UNDP/FAO) and Donor Countries, etc.....

To all these benefactors who have continued to support our projects which contribute towards the economic recovery of Africa, we express the OAU's gratitude and appreciation and appeal to them to continue their support. For programmes which have not yet been funded, such as the African Centre for Fertilizer Development, we appeal for their generous support.

Publications

30. During the period under review, the Executive Secretariat for Science and Technology in Lagos and its sub-regional offices in Nairobi, Yaounde and Ouagadougou, out of the need to keep Member States of the Organization better informed about its scientific activities published, among others, the following :-

..... 25

- OAU/STRC Newsletter, Lagos - N° 2
- JP 27 Newsletter - N° 16
  (Research into African Medicinal Plants), Lagos
- Journal of African Medical Plants - N° 6, Lagos
- Journal of African Soils - Volumes 20 & 21 - Lagos
- Highlights of Activities and Achievements of the OAU/STRC on the occasion of the Silver Jubilee Anniversary of the OAU - Lagos ISBN
- African Pharmacopoeia - Volume 1, Arabic version - Lagos
- Viral diseases of man in Africa - Lagos ISBN
- Viral diseases of animals in Africa ISBN
  (Lagos, in collaboration with IBAR - Nairobi)
- Viral disease of Plants in Africa ISBN
  (Lagos, in collaboration with IAPSC - Yaounde)
- Bulletin of Animal Health and Production in Africa. Volume N°36, (IBAR - Nairobi)
- Proceedings of the workshop on the improvement of small ruminants in Eastern and Southern Africa - IBAR, Nairobi.
- Règlementation Phytosanitaire coordonnée pour l'Afrique - IAPSC, Yaoundé
- SAFGRAD Newsletter N°15-16
  (SAFGRAD, Ouagadougou)
- Report of the Third Meeting of the Oversight Committee of SAFGRAD (SAFGRAD, Ouagadougou)
- Food Grain Production in Semi-Arid Africa - SAFGRAD, Ouagadougou.

To ensure better preservation, storage and access to the public, of the past, present and future publications, the OAU financed the construction of a building in Lagos which would serve the dual purpose of a store and a library. Identification of acquisitions in stock has just been completed. The next phase which would be dedicated to cataloguing is in preparation and should be completed soon completed soon with the assistance of the Library Section of the Nigerian Institute of International Affairs. This will form the nucleus of a Science and Technology Library for Africa to build upon.

AFRICAN UNION UNION AFRICAINE

African Union Common Repository **http://archives.au.int**

Department of Rural Economy and Agriculture (DREA) African Union Specialized Technical Office on Research and Developmer

1989-07

RAPPORT D'ACTIVITES 1987 -1988

CSTR/OUA

CSTR/OUA

https://archives.au.int/handle/123456789/8905

Downloaded from African Union Common Repository